



Inter Pares

BULLETIN

VOLUME 28, NUMÉRO 1, FÉVRIER 2006

Souveraineté alimentaire : Vers de nouveaux horizons

Partout, paysannes, paysans et communautés autochtones souffrent des effets du modèle agro-industriel – modèle qui favorise les grands producteurs et où la main-d'œuvre agricole doit laisser sa place aux machines et à la technologie.

Il en résulte une disparition de la ferme familiale par la consolidation de petites fermes en de vastes entreprises consacrées à la monoculture et une dépendance accrue du secteur agricole aux semences commerciales et aux intrants chimiques. Allant à contre-courant de cette tendance, des cultivatrices et gardiennes de semences du district de Medak, en Andhra Pradesh, en Inde, tracent la voie d'un nouvel avenir pour l'agriculture. Tout comme les agricultrices et les agriculteurs d'ailleurs, elles savent que l'agriculture locale, c'est-à-dire l'agriculture fondée sur les savoirs traditionnels et la main-d'œuvre locale, est le pilier des communautés rurales prospères.

Les femmes du district de Medak se sont donc organisées en *sanghams*, des collectivités regroupant les femmes d'un même village. Ensemble, elles conjuguent leurs efforts pour que chaque membre de la communauté mange à sa faim. Au cœur de leur action, se trouvent les semences qui ont évolué avec le temps et qui sont adaptées aux conditions locales. Les femmes des *sanghams* ont une connaissance profonde des variétés locales de plantes. Elles choisissent les cultures de la saison prochaine en tenant compte de variables telles que les prévisions météorologiques et les potentielles infestations d'insectes. Pour faire ce choix, elles ont à leur disposition des centaines de semences soigneusement sélectionnées et conservées qu'elles ont cueillies ou échangées dans leur communauté. Si un *sangham* ne possède pas les graines désirées, les femmes peuvent se les procurer auprès d'un autre *sangham* à la condition de rendre, à la récolte, le double de ce qui leur a été prêté.

Refusant l'utilisation d'intrants chimiques agricoles, les *sanghams* se servent du fumier et du compost comme fertilisants et ont recours aux cultures intercalaires pour éloigner les insectes. À la récolte, les excédents sont entreposés dans des banques céréalières communautaires; ils sont redistribués aux membres de la communauté durant les périodes de disette. Cette indépendance permet aux femmes de maîtriser le régime agro-alimentaire en prenant des décisions adaptées aux capacités et aux besoins locaux. L'autonomie décisionnelle propre aux régimes agro-alimentaires fondés sur les savoirs locaux et servant l'intérêt commun, à l'échelle municipale, régionale ou nationale, est ce qu'on appelle aujourd'hui la souveraineté alimentaire.

Tout comme les variétés végétales, la souveraineté alimentaire s'enracine dans un contexte local. Elle part du principe que les peuples, les communautés, les régions et les nations doivent pouvoir choisir le régime agro-alimentaire qui leur convient et posséder la souplesse politique et



DECCAN DEVELOPMENT SOCIETY

réglementaire nécessaire pour traduire ces choix dans des mesures concrètes. Dans certains cas, cela reviendrait à interdire l'introduction de semences génétiquement modifiées dans les zones qui dépendent des semences locales susceptibles d'être contaminées. Dans d'autres cas, cela se traduirait par un refus de se plier aux règles de l'Organisation mondiale du commerce limitant la capacité des pays à se protéger contre l'inondation de leurs marchés par des denrées alimentaires à des prix inférieurs au coût de production. Dans d'autres cas encore, cela signifierait s'organiser pour réclamer une réforme agraire et revendiquer la propriété collective des terres ancestrales pour contrer les puissants intérêts d'entreprises. Parallèlement, la souveraineté alimentaire est affectée par des conflits; pour de nombreuses communautés dans le monde, la fin de la tyrannie et de la violence ira de pair avec une meilleure sécurité alimentaire.

Pour Inter Pares, la souveraineté alimentaire s'inscrit dans la quête de justice sociale fondée sur les aspirations et les capacités propres des gens avec qui nous nous engageons. Il s'agit de partir des points forts de chaque groupe pour ériger des plans et des politiques fondées sur ceux-ci. Les communautés sont à même de planifier l'avenir de manière à renforcer les moyens de subsistance et d'assurer un développement rural durable. Elles tirent cette capacité de l'expérience passée et l'expriment dans les stratégies d'avenir. Le mouvement croissant défendant la souveraineté alimentaire prend racine dans les communautés tout comme il puise sa force dans l'action internationale qui se nourrit des initiatives locales tout en les appuyant.

Dans ce *Bulletin*, nous vous invitons à explorer les facettes de la souveraineté alimentaire à partir d'exemples pris en Afrique, en Asie, en Amérique latine et au Canada. À travers le récit d'expériences diverses, Inter Pares et ses homologues saluent les communautés qui, partout au monde, se retrouvent pour défendre leur autonomie et pour démontrer, comme le font si bien les femmes du district de Medak, que les solutions locales sont efficaces. ☘

Les déracinés de Birmanie : La sécurité commence par l'alimentation

« Nous sommes des fermiers des montagnes mais des mines ont été posées autour de nos champs si bien qu'on n'ose plus cultiver nos terres. C'est comme si nos terres étaient occupées ». Un paysan karenni, Birmanie.

Il fut un temps où la Birmanie était le grenier de l'Asie. Sa récolte annuelle de riz était si importante qu'il y en avait assez pour couvrir la consommation nationale et faire du pays l'un des principaux exportateurs mondiaux de riz. Mais quarante ans de dictature militaire ont bouleversé la donne : la Birmanie souffre aujourd'hui d'insécurité alimentaire tant la politique du régime a porté atteinte aux moyens de subsistance de la population rurale. Pis encore, les tactiques de la junte consistant à affamer délibérément les populations ethniques qui vivent dans les états frontaliers ont provoqué l'une des pires crises humanitaires au monde.

Depuis 1996, plus de 2 500 villages des états à caractère ethnique ont été anéantis dans le cadre de la campagne de contre-insurrection menée par l'armée birmane ou bien pour faire place à des mégaprojets hydro-électriques ou encore à l'installation de gazoducs. Dans la foulée, les récoltes des villageois sont confisquées ou détruites. En outre, comme les rations fournies aux bataillons ne suffisent pas, les soldats s'alimentent en faisant main basse sur les récoltes ou la terre dans les zones rurales. Provoquer la pénurie alimentaire dans les états à caractère ethnique est de toute évidence une tactique de guerre.

Il en résulte des déplacements massifs de population. Près d'un million de personnes sont considérées comme déplacées en Birmanie. La plupart se sont réfugiées dans les montagnes ou dans la jungle éloignée où il est difficile de survivre sans accès aux services de santé ni à une source sûre de vivres. S'ajoute à celles-ci un million de personnes qui ont traversé les frontières pour s'installer dans les pays voisins; elles forment

un contingent de femmes et d'hommes travailleurs migrants illégaux employés dans les usines, les plantations de thé et autres. La crise humanitaire à laquelle sont confrontés les déplacés et les réfugiés birmanes est indescriptible.

Aider les personnes déplacées à faire face à la crise est un défi incommensurable. De courageux groupes locaux, parmi lesquels on retrouve des homologues d'Inter Pares, organisent des opérations d'assistance alimentaire et en matière de santé à partir du territoire des pays voisins. Non seulement ces activités sont très dangereuses, mais les montagnes et la jungle sont quasiment inaccessibles et l'aide fournie n'arrive qu'à une partie de ceux et celles qui en ont besoin.

En Thaïlande, Inter Pares appuie l'action du *Thailand Burma Border Consortium* (TBBC), un organisme qui fournit une assistance alimentaire de base aux camps de réfugiés pour que ces derniers complètent leur ration alimentaire par un apport de légumes frais. Cela aide les personnes réfugiées à reprendre en main leur sécurité alimentaire et à acquérir des compétences qui leur seront utiles une fois rentrés chez elles.

La population birmane tente de survivre malgré la guerre; mais la crise ne sera pas réglée tant que la paix ne sera pas instaurée et que l'armée ne se sera pas retirée des zones de peuplement ethnique. Inter Pares, à l'instar d'autres organisations internationales, milite en faveur d'une intervention du Conseil de sécurité des Nations Unies pour amener le régime militaire à la table de négociation. En attendant, les programmes de sécurité alimentaire contribuent à soutenir la longue marche d'un peuple pour la paix et pour un retour vers son foyer. ☘



Alimentation et sécurité en Colombie

Debout dans son arrière-cour, derrière la clôture de broche, Doña Rosa regarde fièrement ses animaux. « S'ils reviennent, je ne les laisserai pas prendre mes cochons ».

Nous nous trouvons à San Juancito au nord-est de la Colombie, dans un petit village de quelques centaines d'âmes situé en bordure d'une rivière et entouré de collines verdoyantes. Cette zone est aussi belle que dangereuse parce qu'elle est disputée par les paramilitaires, les guérilleros et l'armée qui tentent de réduire la population à leur merci et de mettre la main sur les ressources de la région. Depuis quelques temps, il y règne un calme tendu mais Doña Rosa n'a pas encore oublié les massacres et les fuites précipitées avec ses seuls vêtements sur le dos.

À la défense des îles sacrées de la Guinée-Bissau



TINIGUENA

En une calme soirée d'octobre, une tortue verte trace calmement son chemin vers la mer après avoir enfoui les œufs qu'elle vient de pondre dans le sable de l'île de Poilão. Ce n'est qu'une parmi ses sept mille congénères qui, chaque année, se retrouvent sur cette plage pour donner la vie à une nouvelle génération de tortues. L'île de Poilão fait partie de l'archipel des Bijagos, un trésor écologique et culturel qui regroupe quatre-vingts îles dispersées au large de la Guinée-Bissau et dont la population compte 25 000 habitants.

Le respect que portent les Bijagos à certaines espèces animales comme la tortue verte et à certaines zones telles que les anses et les îles a permis de préserver un délicat équilibre entre l'exploitation des ressources et les écosystèmes insulaires.

Afin de protéger les riches ressources culturelles et naturelles de ces îles, la zone a été désignée « réserve de la biosphère » en 1996. Avec l'appui d'Inter Pares, l'organisation bissau-guinéenne, Tiniguena, a œuvré auprès des insulaires pour assurer l'intégrité écologique de la réserve en veillant à ce qu'elle ne soit pas uniquement protégée « sur papier » et pour

garantir la préservation des modes de pêche et de culture durables qui constituent l'essentiel de la vie des Bijagos. Par la participation directe des résidentes et des résidents locaux à l'élaboration du plan de gestion et d'exploitation des ressources, Tiniguena et les insulaires ont pris soin d'assurer la souveraineté alimentaire fondée sur les savoirs locaux et le respect de zones considérées comme sacrées et sources de vie.

Malheureusement, en raison de la rareté des ressources, la mise en œuvre du plan de gestion n'est pas allée sans mal. Les incursions des flottes de pêche industrielle et celles des pêcheurs migrants, les perspectives d'exploration pétrolière et d'établissement de chantiers de démolition de navires sont autant de menaces qu'il faut contrer.

Avec les communautés locales, Tiniguena a déplacé son action vers la scène internationale où elle entreprend de faire inscrire l'archipel sur la liste du Patrimoine mondial de l'humanité de l'UNESCO. Ces îles sacrées seraient alors protégées davantage tout comme le seraient les rêves qu'elles recèlent pour les générations à venir. ❧

Inter Pares est reconnaissante à la Confédération des syndicats nationaux (CSN) pour l'appui apporté par le biais du Fonds Alliance Syndicats Tiers-Monde.

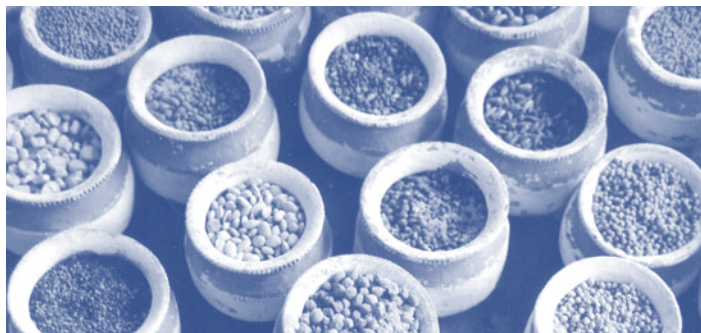
Pourtant, elle est attachée à sa terre; elle est déterminée à y rester même si la violence devait flamber à nouveau. Grâce au soutien technique de notre homologue, le *Centre for Service of Cooperatives*, et une modeste contribution financière d'Inter Pares, les villageois ont planté des potagers et des arbres fruitiers. Ils élèvent aussi des poulets et, bien sûr, des cochons. Dans un espace communautaire, les femmes cultivent des variétés locales riches en protéines et produisant du fourrage. Hommes et femmes ont appris à gérer leurs récoltes de manière biologique et à diversifier leur production agricole. Une fois le ravitaillement alimentaire assuré, la population est prête à s'investir dans la terre, à planter des arbres et à se tourner vers des cultures à maturation lente. San Juancito a

joint ses efforts à ceux des villages voisins pour créer un plan de développement régional en vue d'assurer la sécurité alimentaire à long terme, de répondre aux besoins de la population en matière de santé et d'éducation et de s'atteler à obtenir les titres de propriété foncière.

Les progrès sont lents et Doña Rosa avoue que les craintes ne sont pas complètement apaisées. Bien que les hommes armés n'aient pas disparu, les gens ont plus confiance en eux-mêmes et dans ce qu'ils sont en train de réaliser. La population s'est organisée pour convaincre l'État de la protéger afin qu'elle n'ait pas à fuir de nouveau. Par un élan de solidarité et unis dans une cause commune, elle est résolue à défendre pacifiquement ce que d'autres essaient de prendre par la force. ❧

Le programme d'Inter Pares en Colombie bénéficie du généreux soutien de l'Agence canadienne de développement international et de la Fondation Wild Rose de l'Alberta.

Les technologies « Terminator » : Une offensive tous azimuts contre la souveraineté alimentaire



ANNA PASCAL

Les semences sont au cœur de la sécurité alimentaire mondiale. Une fois semées, elles se transforment en plantes, se reproduisent et donnent des graines qui, à leur tour, deviendront des plantes. Au fil du temps, les agricultrices et les agriculteurs ont mis au point des techniques sophistiquées de culture de plantes basées sur la préservation de semences des meilleurs plants d'une récolte, en vue de s'en servir la saison prochaine. L'ingéniosité humaine alliée à la force vitale des semences a permis aux agriculteurs de s'alimenter et de nourrir la population du monde pendant des millénaires. Il est par conséquent presque inconcevable que ce processus vital soit aujourd'hui menacé.

En 1998, un organisme canadien, *ETC Group*, a révélé que des entreprises agrochimiques détenaient des brevets sur de nouvelles techniques permettant d'obtenir des semences stériles. En introduisant dans les semences un gène-suicide, ces entreprises rendent vaine toute conservation des graines d'une saison à l'autre. Année après année, les paysannes et paysans n'auront d'autre choix que celui de se fournir en semences auprès des entreprises agrochimiques, qui elles, maximiseront ainsi leurs profits. Cette nouvelle a provoqué une levée de boucliers tant et si bien qu'en l'an 2000, ces technologies, désormais qualifiées de technologies « Terminator », ont fait l'objet d'un moratoire de fait international instauré par le biais de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique.

Ce moratoire de fait a été adopté sachant que plus de 1,4 milliard de personnes, parmi les plus pauvres du monde, dépendent des semences récoltées par les agricultrices et les agriculteurs eux-mêmes, et que cette sélection et préservation des semences est à l'origine de la diversité des récoltes que nous connaissons aujourd'hui et constitue l'essence des régimes agricoles. Les technologies « Terminator » sont considérées bien trop dangereuses pour être commercialisées ou même testées sur le terrain.

Cependant, en février 2005, lors d'une réunion tenue à Bangkok dans le cadre des activités de la Convention sur la diversité biologique, la délégation du Canada a tenté de torpiller le moratoire de fait mondial. Des documents, dont les groupes de la société civile ont eu connaissance, démontraient que la délégation canadienne avait l'intention d'insister pour faire autoriser la commercialisation des technologies « Terminator » et les essais sur le terrain et de s'opposer à tout résultat qui irait à l'encontre de cette position. Du jour au lendemain, les bureaux des autorités canadiennes étaient inondés d'une vague de courriels furieux arrivés de tous les coins du monde.

Face à la pression de l'opinion publique et aux prises de position fermes d'autres pays participant à la négociation, le Canada a dû faire marche arrière.

Depuis ce jour, *Inter Pares*, *ETC Group*, le *National Farmers Union* et *USC Canada* ont lancé une campagne mondiale pour faire interdire les technologies « Terminator », une fois pour toutes. La campagne « Interdire Terminator » comprend donc une dimension nationale et internationale. Sur le plan international, elle vise à faire du moratoire de fait une interdiction permanente et à appuyer les campagnes nationales en faveur de mesures d'interdiction nationale à travers le monde. Au Canada, il s'agit d'instaurer une interdiction nationale et de rallier l'opinion publique pour montrer au gouvernement que les Canadiennes et les Canadiens ne sont pas favorables à ces technologies.

Si vous désirez prendre part à cette campagne, vous pouvez :

- Écrire à votre député et au Premier Ministre en les priant de faire instaurer une interdiction nationale et internationale des technologies « Terminator ». Des exemples de lettres sont affichés au www.banterminator.org.
- Encourager des groupes et des communautés à souscrire à la campagne en se rendant au www.banterminator.org.
- Organiser dans votre communauté des activités s'inscrivant dans le cadre de la campagne. Vous pouvez télécharger le matériel pertinent du site www.banterminator.org.
- Faire adopter une résolution communautaire, municipale ou régionale contre les technologies « Terminator » exprimant vos inquiétudes et exigeant des mesures concrètes.
- Suivre l'évolution de la campagne et les appels à l'action en vous inscrivant sur la liste de diffusion. Pour vous inscrire, rendez-vous au www.banterminator.org.

Pendant plus de trente ans, *Inter Pares* et ses homologues ont œuvré auprès de gardiennes de semences, de communautés autochtones et autres communautés rurales en Afrique, en Asie, en Amérique latine et au Canada pour renforcer la sécurité alimentaire locale qui constitue l'élément essentiel de tout développement rural véritablement durable. Les partisanes et partisans d'*Inter Pares* nous ont accompagnés sur ce chemin apportant appui financier, politique et moral à cette action commune. En joignant vos efforts à ceux de la campagne « Interdire Terminator », vous pourrez nous aider à défendre la sécurité alimentaire face aux menaces qui pèsent contre elle. Nous vous invitons à vous rendre dès aujourd'hui sur le site web www.banterminator.org. ☘

 **Inter Pares**

ISSN 0715-4267

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) Canada K1N 6P1
Tél. (1-613) 563-4801 Téléc. (1-613) 594-4704 www.interpares.ca

Inter Pares travaille en collaboration avec des groupes du Tiers-Monde et au Canada à des projets qui visent à enrayer la pauvreté et à promouvoir la justice sociale. Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.

La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par l'Agence canadienne de développement international.

